

Monsieur le Président, je pose ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lorsqu'il s'entretiendra avec le secrétaire d'État des États-Unis, M. Schultz, en quels termes a-t-il l'intention d'exprimer la répugnance qu'inspire aux Canadiens la régularité avec laquelle les États-Unis violent les chartes des Nations Unies et de l'Organisation des États américains en continuant de financer l'organisation, au Honduras, d'attaques terroristes des contras contre le Nicaragua?

A cette question et à ma supplémenteaire, le ministre a répondu qu'il devait s'entretenir avec M. Shultz. Autrement, a-t-il ajouté, il prenait note de ma question et me donnerait une réponse plus détaillée en une autre occasion. Un an plus tard, monsieur le Président, l'occasion ne s'est toujours pas présentée.

● (1750)

Depuis cette époque, un événement important s'est produit qui facilitera peut-être le retour à la paix en Amérique centrale, à savoir le plan proposé par le président Arias et adopté par les quatre autres présidents, réunis avec lui en juillet à Esquipulas, au Guatemala. Il y a tout lieu d'espérer qu'après de nombreuses années de déceptions, on pourra rétablir la paix en Amérique centrale.

Aujourd'hui 5 novembre, on doit vérifier dans quelle mesure les pays se sont conformés à certaines exigences fondamentales du plan. Cela a donné lieu à certaines discussions et le pays qui a été le plus sujet à controverse dans nos médias, au Canada, est bien entendu le Nicaragua. Le gouvernement américain et même le président Arias et d'autres ont exercé de fortes pressions pour inciter le Nicaragua à négocier, à entrer en pourparlers avec les dirigeants des contras. Ces derniers ne se trouvent pas au Nicaragua. Ils ne font pas partie des groupes armés qui luttent contre le gouvernement du Nicaragua. Ils restent bien au chaud et en sécurité à Miami. Apparemment, ils sont financés par le gouvernement américain, et la CIA et eux donnent des directives aux contras, à 1 000 milles de là.

Le gouvernement du Nicaragua a décidé, et cela se comprend, qu'il ne négociera pas avec ces personnes se trouvant à Miami car elles ne représentent pas les éléments nicaraguayiens, mais plutôt le gouvernement américain, duquel elles reçoivent leurs ordres. En fait, en vertu du plan Arias, le Nicaragua n'est pas obligé de négocier avec l'opposition armée, pas plus que le président Duarte du Salvador. D'après le plan Arias, les gouvernements doivent ouvrir le dialogue avec tous les groupes d'opposition internes non armés et avec ceux qui se sont prévalus de l'amnistie. Les gouvernements de ces États se sont engagés à prendre toutes les mesures nécessaires pour en arriver à un cessez-le-feu dans le cadre constitutionnel.

Je suis heureux de dire que le gouvernement du Nicaragua a assumé ces obligations et est en train de s'en acquitter. Il a été le premier de la région à établir une commission de réconciliation nationale. Il a même osé y nommer le cardinal Obando, son critique non armé le plus célèbre et le plus sévère. Il y a également nommé le chef du parti populaire social-chrétien qui dirige le plus grand groupe d'opposition au Parlement du Nicaragua. La commission de réconciliation poursuit le travail que faisaient depuis deux ans les églises et d'autres groupes, en

L'ajournement

négociant des cessez-le-feu locaux. Elle a déjà eu quelques succès.

Pendant ma visite au Nicaragua, il y a un an et demi, j'ai vu quelques résultats de ces succès. Les commissions locales ont en fait réussi à persuader certains groupes de déposer les armes. Les sandinistes ont également offert l'amnistie aux contras qui déposaient leurs armes. Ils ont permis que Radio-Catolica reprenne ses émissions et que *La Prensa* recommence à paraître. Il ont fait libérer un certain nombre de prisonniers. Par ailleurs, les contras continuent à enlever des gens. A leur habitude, ils lancent des attaques contre des populations civiles, sauf dans les cas où les commissions locales, dirigées par des hommes tels que le cardinal Obando, sont arrivées à les convaincre d'accepter un cessez-le-feu.

Par conséquent, j'exhorte le gouvernement du Canada à appuyer la position du gouvernement du Nicaragua qui accepte de traiter avec l'opposition interne non armée, conformément aux termes de l'accord, mais qui ne veut pas avoir à négocier avec des chefs contras confortablement installés à Miami.

[Français]

M. Jean-Guy Hudon (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, il est bien connu que le Canada prône le règlement pacifique de la crise qui afflige l'Amérique centrale. Nous n'approuvons pas ceux qui tentent de renverser par la force le gouvernement du Nicaragua, objectif que poursuivent les contras. Nous avons aussi publiquement déploré le fait que l'armée sandiniste pourchasse les contras jusqu'au Honduras. Placé dans une position difficile par la présence des contras sur son territoire, le gouvernement hondurien a fait preuve d'une grande modération et s'est efforcé, dans la mesure du possible, de tenir ses forces armées à l'écart du conflit. Le Canada n'a pas à exercer une pression particulière sur le Honduras en ce qui concerne les contras. Nous avons maintes fois réaffirmé aux diverses parties concernées notre opposition à l'intervention de tierces parties et notre appui au processus de paix.

A nos yeux, la persistance du conflit démontre que c'est avec des programmes d'aide au développement, comme ceux mis de l'avant par le Canada, qu'il faut s'attaquer aux causes économiques et sociales sous-jacentes de la tension existante.

L'aide humanitaire que nous fournissons au Honduras n'est pas liée à certaines conditions politiques. Pays le plus démuné d'Amérique centrale, le Honduras est le pays le plus pauvre de l'hémisphère après Haïti. Seul pays d'Amérique centrale auquel le Canada accorde la priorité en termes d'aide, le Honduras a reçu un peu moins de 44 millions de dollars au cours de la période de 1982-1986. Ces fonds ont servi à appuyer des objectifs humanitaires: le développement et la conservation de ressources renouvelables, la création d'emplois et l'amélioration de l'alimentation et de l'hygiène en milieu rural. Les différents projets entrepris touchaient la foresterie, l'agriculture et l'hygiène.